



Doc. 14180

13 octobre 2016

Évaluer les conséquences politiques du financement étranger de l'islam en Europe

Proposition de résolution

déposée par Mme Doris FIALA et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Dans de nombreux Etats européens, l'islam n'est pas financé sur un pied d'égalité avec les autres religions européennes. Dans le même temps, la question du financement étranger attire l'attention et le prétendu manque de transparence ouvre la voie à des spéculations politiques, à des soupçons et à des peurs, notamment la peur d'une éventuelle utilisation abusive de ce financement à des fins de radicalisation.

Compte tenu de l'impact de ces débats sur les vies démocratiques de nos sociétés européennes, nous proposons que l'Assemblée parlementaire étudie de manière approfondie les différents modèles de financement de l'islam en Europe.

Les questions suivantes devraient être abordées: quels sont les modèles de financement public de l'islam qui existent en Europe et comment définissent-ils un cadre pour les financements directs et indirects provenant de l'étranger, notamment pour l'éducation religieuse et la formation des imams, la construction et la gestion d'édifices religieux, etc.? Quelles sont les principales sources et les principaux intermédiaires du financement étranger de l'islam en Europe, y compris les acteurs étatiques et non étatiques? Quel est le rôle de la Direction turque des affaires religieuses (*Diyanet*) dans le développement de l'islam dans d'autres Etats membres du Conseil de l'Europe? Quelles sont les implications du financement de l'islam en Europe par des sources extra-européennes? Comment améliorer la transparence des différents modèles de financement, notamment pour prévenir un usage populiste abusif de ce sujet? Dans quelle mesure le financement étranger de l'islam peut-il devenir l'instrument d'une influence politique extérieure? Enfin, comment une coopération européenne plus poussée pourrait-elle promouvoir la transparence et la confiance tout en s'abstenant d'une intervention excessive dans les affaires religieuses et en offrant un cadre pour un développement libre et harmonieux de l'islam en Europe?

Signé (voir au verso)



*Signé*¹:

FIALA Doris, Suisse, ADLE
ANDERSON Donald, Royaume-Uni, SOC
BAKOYANNIS Theodora, Grèce, PPE/DC
BILDARRATZ Jokin, Espagne, ADLE
BONET Sílvia Eloïsa, Andorre, SOC
BRASSEUR Anne, Luxembourg, ADLE
BÜCHEL Roland Rino, Suisse, ADLE
CENTEMERO Elena, Italie, PPE/DC
DAEMS Hendrik, Belgique, ADLE
FINCKH-KRÄMER Ute, Allemagne, SOC
FISCHER Axel, Allemagne, PPE/DC
FRIDEZ Pierre-Alain, Suisse, SOC
HEER Alfred, Suisse, ADLE
HUSEYNOV Rafael, Azerbaïdjan, ADLE
JORDANA Carles, Andorre, ADLE
KÜÇÜKCAN Talip, Turquie, CE
LIDDELL-GRAINGER Ian, Royaume-Uni, CE
LUNDGREN Kerstin, Suède, ADLE
MAURY PASQUIER Liliane, Suisse, SOC
MIGNON Jean-Claude, France, PPE/DC
OEHRI Judith, Liechtenstein, ADLE
PALLARÉS Judith, Andorre, ADLE
PASQUIER Bernard, Monaco, ADLE
REPS Mailis, Estonie, ADLE
RIGONI Andrea, Italie, ADLE
RODRÍGUEZ HERNÁNDEZ Melisa, Espagne, ADLE
ROUQUET René, France, SOC
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
SCHNEIDER-SCHNEITER Elisabeth, Suisse, PPE/DC
SOTNYK Olena, Ukraine, ADLE
TORNARE Manuel, Suisse, SOC
XUCLÀ Jordi, Espagne, ADLE
ZECH Tobias, Allemagne, PPE/DC

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CE: Groupe des conservateurs européens
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste